

M. l'Orateur: A l'ordre. Je vais permettre au député de Crowfoot de poser une question complémentaire, mais nous pourrions sans doute passer bientôt au prochain sujet et, s'il nous reste du temps, revenir ensuite à cette question fort importante au cours de la période des questions. Néanmoins, je vais permettre au député de poser une question complémentaire.

M. Horner: Merci, monsieur l'Orateur. Je comprends votre préoccupation, mais c'est une affaire très importante pour l'Ouest canadien. Le ministre a laissé entendre que les deux mesures étaient complémentaires. Il conviendra, j'en suis certain, que les gens qui obtiendront un faible quota cet automne et l'an prochain seront aussi en mesure de recevoir une assistance limitée à l'égard de la jachère d'été et de la graine fourragère à cause de la région même où il demeure.

L'hon. M. Lang: Le programme, adapté par sa nature même aux besoins de l'industrie céréalière, notamment en ce qui a trait aux surplus, ne touche pas les gens qui ont un surplus de céréales de la même façon que ceux qui se livrent à la culture mixte. Il n'y a donc aucun doute que la répercussion du programme est inégale sous ce rapport, mais, à mon avis, la chose est pleinement justifiée et compatible avec l'objectif du programme.

LES FINANCES

LES PROFITS DES BANQUES ET L'INFLATION

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Par suite de la montée en flèche des profits des banques à charte, au cours du trimestre terminé le 31 janvier 1970, comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'an dernier, comme c'est le cas, par exemple, pour la Banque de Montréal, dont les profits ont augmenté de 40 p. 100 au cours du dernier trimestre, le gouvernement songe-t-il à demander aux banques de s'attaquer sérieusement au problème de l'inflation?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Sauf erreur, monsieur l'Orateur, les chiffres trimestriels relatifs aux banques portaient justement sur trois mois. D'après les prévisions, les bénéfices pour l'ensemble de l'année n'augmenteraient pas en proportion de l'accroissement du volume d'affaires. Je voudrais signaler aussi que les banques ont indiqué à la Commission des prix et des revenus qu'elles consentaient à ne pas élargir l'écart entre le taux de leurs emprunts et le taux de leurs prêts.

[M. Horner.]

[Français]

M. Beaudoin: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances, qui m'a répondu que le taux d'intérêt devrait être égalisé. Est-ce à dire qu'il songe à demander aux banques de réduire en fait leur taux d'intérêt?

[Traduction]

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas dit que les taux d'intérêt seraient nivelés, mais que l'entente avec la Commission des prix et des revenus prévoit que la marge de profit ne serait pas élargie sur les taux d'emprunt et de prêt. Si je me souviens bien, les banques ont laissé entendre qu'elles ne hausseraient pas leurs taux.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Étant donné que les banques à charte, lors des séances de la Commission des prix et des revenus, s'étaient engagées à diminuer le crédit et non pas le taux d'intérêt et leurs profits, j'aimerais demander à l'honorable ministre des Finances s'il peut présenter à la Commission des prix et des revenus une proposition visant à limiter les profits des banques à charte et, ce à l'avantage de la population canadienne?

[Traduction]

L'hon. M. Benson: A mon avis, monsieur l'Orateur, mon honorable ami devrait prendre connaissance de l'entente conclue et annoncée par la Commission des prix et des revenus.

LA POLLUTION

LA RECHERCHE SUR LES DÉTERGENTS PHOSPHATÉS

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Vu l'importance de recherches exhaustives sur cette question urgente dans les plus hautes sphères scientifiques, avant qu'on ne prenne des décisions de grande portée qui toucheront les cours d'eau du pays, la question des détergents phosphatés a-t-elle été déférée au Conseil des sciences du Canada et, en l'occurrence, quand pouvons-nous espérer connaître les recommandations du conseiller en science du premier ministre?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je crois avoir esquissé la politique du gouvernement sur les phosphates. Naturellement, nous avons reçu l'opinion de tous les services réguliers accessibles au gouverne-